

«Pas de poursuites judiciaires» contre les jeunes endettés de l'Ansej

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4687 - Dimanche 27 janvier 2019 - Prix : 10 DA

Skikda
**Découverte par les
Commandos Marine de plus
de trois quintaux de cocaïne**

Page 24

Ghaleb Bencheikh :

«Mohammed Arkoun s'est insurgé contre l'ignorance sacrée et institutionnalisée»

Page 4

Le conseil appuyé de Lavrov

Par Mohamed Habili

Lors de sa tournée maghrébine, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a vivement conseillé les Libyens à ne pas tenir d'élections, ni cette année ni plus tard à bien l'entendre, avant d'avoir conclu un accord politique entre eux. Sur ce point il ne diffère pas de l'Union africaine, qui à chaque occasion exhorte les factions libyennes à ne pas faire dans la précipitation en une matière aussi cruciale. En l'occurrence non seulement le sens commun, mais également l'expérience des législatives de juin 2014, qui ont mené à la division politique et territoriale d'aujourd'hui, devraient dissuader les acteurs libyens de vouloir mettre une fois de plus la charrue avant les bœufs. Des élections qui ne sont pas précédées d'un accord politique ne sont finalement fondées sur rien. Quels que soient leurs résultats, le camp qui les a perdues peut estimer de son bon droit de les récuser, contestant leur régularité ou alléguant une toute autre raison. Or rien de tout cela n'a pu échapper à un diplomate chevronné comme Ghassan Salamé, l'émissaire onusien pour la Libye. De plus, il y a ce détail qui semble ne pas avoir retenu l'attention du ministre russe des Affaires étrangères, à savoir qu'un accord politique est censé avoir été déjà conclu entre les factions libyennes, celui de Sekhirat.

Suite en page 3

Yousfi le reconnaît

Le secteur de l'industrie ne dispose pas de statistiques...



Ph.D. R.

Le premier responsable du secteur de l'industrie, qui ambitionne de la relancer et protéger la production nationale, avoue son incapacité. Il ne dispose pas d'un indicateur des plus basiques, celui de statistiques fiables sur la production industrielle nationale. Lire page 2

Regard

Quelles alternatives économiques pour l'alternance politique ?

Page 2

Journées nationales de la danse contemporaine à Aïn Defla

Un grand nombre de danseurs et chorégraphes au rendez-vous

Page 13

Yousfi le reconnaît

Le secteur de l'industrie ne dispose pas de statistiques...

■ Le premier responsable du secteur de l'industrie, qui ambitionne de la relancer et protéger la production nationale, avoue son incapacité. Il ne dispose pas d'un indicateur des plus basiques, celui de statistiques fiables sur la production industrielle nationale.

Par Louiza Ait Ramdane

Le département de Youcef Yousfi ne dispose pas de statistiques fiables sur la production industrielle nationale qui lui permettent d'élaborer des stratégies, afin de pouvoir limiter les importations et protéger l'industrie naissante. Ainsi, le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a demandé hier, lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger, aux opérateurs économiques de l'aider à avoir des informations fiables sur la production industrielle nationale. Ces informations concernent, selon Yousfi, la production de chaque entreprise, ses importations, ses exportations, et ce, dans le but de protéger la production nationale. «*Mis à part les quelques entreprises publiques, on ne connaît pas vraiment le secteur privé*», a regretté Youcef Yousfi.

Il a annoncé, à cet effet, que son département compte lancer une opération de collecte d'informations via ses services déconcentrés, dans les mois à venir, invitant les producteurs à adhérer à cette procédure dans le but de protéger et de booster la production nationale. Par ailleurs, le ministre de l'Industrie a exprimé sa satisfaction face aux investissements consentis pour le développement de l'industrie en Algérie. En 2018, ce sont plus de

2 200 projets qui ont été réalisés dans plusieurs domaines industriels pour un montant de 1 000 milliards dinars, a-t-il déclaré lors d'un point de presse organisé à la fin de sa visite, ajoutant que ces projets ont généré 100 000 emplois. Selon lui, le secteur de l'Industrie est en train de se développer et occupe la troisième place après celui des hydrocarbures et du tourisme qui génèrent des richesses estimées à 310 milliards de dinars. En outre, le ministre souligne la nécessité de développer davantage l'industrie pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures. Il a également exprimé sa volonté de booster la production d'alfa et certaine matière première en Algérie pour limiter les importations.

L'Algérie produira des verres ophtalmologiques

Le ministre de l'Industrie a inauguré l'unité «Novatis technologies» de fabrication de verres ophtalmologiques. Novatis Optoc, 100% entreprise algérienne, est le plus grand laboratoire de fabrication de verre médical ophtalmique d'Algérie et d'Afrique. Son ambition est de jouer un rôle important dans le développement de la qualité de l'optique en Algérie. Entrée en exploitation depuis



Ph.D. R.

février 2018, la capacité de production de l'unité est estimée à 7 millions de verres par an. L'objectif de cette entreprise est l'exportation vers les pays africains et pourquoi pas européens à l'avenir. Le ministre a inauguré également

une unité industrielle de transformation de papier et impressions «El Hilal». Cette unité assure la production de 250 tonnes de papier quotidiennement, équivalent de 80 000 rames de papier, indique le représentant de l'unité, qui ajoute que l'unité couvre

60% des besoins nationaux. «*Nous sommes les mieux équipés en Afrique*», s'est-il réjoui, soulignant que son objectif est d'atteindre le marché européen.

L. A. R.

Regard

Quelles alternatives économiques pour l'alternance politique ?

Il est bon de poser la question, à quelques mois de l'élection et à quelques semaines de la campagne électorale, pour savoir si, encore une fois, le programme économique des candidats sera le parent pauvre des communications des uns et des autres, d'aucuns préférant substituer à un discours rationnel et réfléchi sur l'alternative économique, des critiques et des sermons sur la gestion économique du moment, travaillant à l'hécatombe du présent sans porter, eux-mêmes, de perspectives pour l'avenir.

Pourtant, le programme économique est le socle du programme d'une présidentielle, car il est la structure primordiale par laquelle se traduit la vision globale du candidat, la justesse de ses perceptions, et la pertinence de l'équilibre qu'il est à même de réaliser entre des promesses de campagne socialisantes et des projets d'ordre économique à concrétiser pour honorer ses engagements et mettre le pays sur le cap de la croissance et de la création de richesses et d'emplois. C'est en fait le programme économique qui structure et conditionne tous les autres

engagements et son absence du discours de campagne d'un candidat trahit le manque de maturité du discours en question et invalide la démarche politique globale, frappant celle-ci de manque de sérieux et d'aventurisme flagrant, les citoyens sanctionnant, par leurs moqueries ou leur total désintérêt, les appels lacunaires de ces candidats du dimanche.

Dans notre pays, la difficulté de la formulation d'un projet politique tient, par excellence, à la difficulté réelle de proposer une alternative socio-économique qui ne soit pas une utopie inspirée par l'opportunisme électoral-

liste, la gestion actuelle étant la forme la mieux optimisée dans la recherche d'équilibres entre les enjeux de cohésion sociale et les défis de relance économique.

C'est bien beau de brandir les slogans de l'alternance démocratique que seules les élections permettent, mais encore faut-il pouvoir produire une idéologie de l'alternance qui se nourrisse de l'originalité et de la pertinence de projets en mesure de constituer l'alternative aux programmes déjà préconisés, et qui soient validés à l'épreuve des perceptions expertes et des électeurs. Il est regrettable, qu'à chaque expérience électorale, et

cela depuis plus de quinze ans, se répète le même réflexe politique consistant, pour les différents candidats à la présidentielle, dans la présentation de programmes économiques qui font de l'adversité qui les oppose au candidat sortant un code de communication pour définir leurs programmes respectifs. D'où des programmes qui proposent de faire table rase de tout ce qui a été fait, qui nient toute réalisation positive, qui dénigrent des bienfaits de gestion que les citoyens ont pourtant adoptés, et qui s'inscrivent en porte-à-faux par rapport à un processus de développement multidimension-

nel, dont ils semblent ne pas vouloir articuler les axes de continuité, faisant de la rupture leur seul atout différentiel.

Dans le contexte qui est le nôtre, la question qui se pose et qui devrait constituer une épreuve d'éligibilité pour nos candidats à la candidature et nos candidats tout court, c'est celle de savoir s'ils sont capables d'imaginer un programme économique qui porte la perspective d'une économie libérée de sa dépendance des seuls hydrocarbures, dynamisée à travers ses secteurs traditionnels, en mesure enfin de créer de la richesse et de l'emploi.

Filali H. Imène

Messahel la coprésidente demain à Washington

4^e session du Dialogue stratégique algéro-américain

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, effectuera les 28 et 29 janvier 2019, une visite de travail aux Etats-Unis d'Amérique, à la tête d'une importante délégation multisectorielle, où il co-présidera à Washington, avec le Secrétaire d'Etat américain, Michael Pompeo, la 4^e session du Dialogue stratégique algéro-américain, indique

son département dans un communiqué. Les discussions porteront sur les différents dossiers de la coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que les perspectives de son développement. Les deux ministres aborderont, également, les questions régionales et internationales d'intérêt commun. Lors de son séjour à Washington, le ministre des

Affaires étrangères aura des entretiens avec des membres du Congrès américain, selon la même source. Il fera également une présentation au Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS) sur la lutte contre le terrorisme et la réconciliation nationale. M. Messahel rencontrera, par ailleurs, des représentants de la communauté nationale

établie aux Etats-Unis d'Amérique. Créé en 2012, en tant que cadre de coopération de haut niveau, le Dialogue stratégique algéro-américain «*reflète l'excellence des relations entre l'Algérie et les Etats-Unis et traduit la volonté commune des deux pays d'œuvrer à leur renforcement et diversification*», souligne le communiqué.

Hani T.

Zemali dément les rumeurs

«Pas de poursuites judiciaires» contre les jeunes endettés de l'Ansej

■ «Aucune poursuite judiciaire n'a été lancée contre les endettés de l'Ansej et on est là pour accompagner les jeunes porteurs de ces projets en difficulté», a indiqué hier le ministre du Travail tout en avisant les jeunes qui n'ont pas investi les fonds dans les projets déclarés qu'«ils doivent assumer leurs responsabilités».

Par Thinhinene Khouchi

Lors de l'ouverture des travaux de la rencontre avec les directeurs de la sécurité sociale au niveau des wilayas, tenue à l'Ecole supérieure de la sécurité sociale hier à Ben Aknoun, Mourad Zemali, ministre du Travail a démenti les informations qui circulaient depuis un moment faisant état de poursuites judiciaires lancées contre les jeunes endettés de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej). Le ministre a affirmé qu'«aucune poursuite judiciaire n'a été lancée contre les endettés de l'Ansej», tout en assurant que son département est prêt à accompagner les jeunes porteurs de ces projets en difficulté. Le ministre a averti les jeunes qui n'ont pas investi les fonds dans

les projets déclarés qu'«ils doivent assumer leurs responsabilités». Lors de cette rencontre, Zemali a indiqué qu'en 2018, les taux de recouvrement ont atteint 84% pour l'Ansej et 62% pour la Cnac. Le dernier taux a permis le financement de 9009 petites entreprises et la création de quelque 22 450 postes d'emploi, avance le ministre. En outre, le ministre a annoncé que l'âge pour bénéficier du système Cnac serait porté cette année à 55 ans au lieu de 50 ans, ajoutant que la Caisse nationale d'assurance chômage prévoit la mise en place prochainement et le développement d'activités pour les jeunes sans emploi de 30 à 55 ans. Récemment, la directrice générale de l'Ansej, Samira Djaidar, avait assuré qu'«il n'y aura pas d'effacement des dettes et aucune poursuite judiciaire ne



sera lancée contre les porteurs de ces projets en difficulté», tout en faisant état «du gel des projets liés aux transports, les agences de location de voitures et autres qui n'apportent aucune valeur ajoutée à l'économie nationale». La directrice a en outre assuré que «les jeunes entrepreneurs bénéficiaires du dispositif Ansej, pour la création de leurs micro-entreprises, bénéficieront d'un nouveau calendrier de paiement de leurs échéances, auprès de 5 banques publiques, et auront le droit de demander un rééchelonnement de leurs dettes, et ce, en plus de la possibilité d'annulation des pénalités de retard». En effet, après plusieurs requêtes des jeunes entrepreneurs pour l'effacement de leurs dettes, Djaidar avait expliqué que «chaque dossier de demande de rééchelonnement sera sinuement étudié, et si tous les critères sont réunis, sa demande sera automatiquement acceptée». Et d'ajouter : «Les jeunes qui ont remboursé leurs crédits peuvent bénéficier de ces mesures, pour pérenniser leurs activités». Par ailleurs, la directrice a tenu à préciser que contrairement à ce que

l'on pense, les banques demeu-
rent un accompagnateur qui continue de jouer son rôle. «Chaque dossier ayant obtenu l'aval de la commission sera pris en charge par la banque dans un délai ne dépassant pas les deux mois». En outre, M^{me} Djaidar a précisé que l'agence prendra toutes les mesures pour accompagner les jeunes entrepreneurs en difficulté de paiement, afin de leur permettre de bénéficier des nouvelles mesures, notamment l'annulation des pénalités de retard, assurant que cela ne signifie nullement un effacement de la dette. Enfin, concernant les conditions d'obtention d'un prêt dans le cadre de l'Ansej, Djaidar a indiqué qu'«elles sont toujours les mêmes, à l'exception de l'âge d'obtention du crédit porté à 19 au lieu de 18 ans, ainsi que l'obligation d'avoir un diplôme et pas nécessairement universitaire, sachant que les sortants des Centres de formation professionnelle peuvent obtenir des prêts Ansej, et également, les porteurs de projets intéressants mais n'ont pas de diplômes, vont être acceptés, mais ils seront inscrits au niveau des centres de formation, et ce, dans le but d'encourager les porteurs d'idées et des projets constructeurs». T. K.

Ansej et Cnac par les chiffres

PAS MOINS de 1 207 539 emplois directs ont été créés grâce au financement de 532 451 micro-entreprises depuis le lancement des dispositifs de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), a indiqué, hier à Alger, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali. Le ministre, qui intervenait à l'ouverture de la rencontre nationale des Directeurs de wilaya des dispositifs Ansej et Cnac, a précisé que pour la seule année écoulée, 22 450 emplois directs ont été créés au lancement des projets, grâce au financement de 9 009 micro-entreprises, dont 5 535 dans le cadre de l'Ansej, ayant permis la création de 13 852 emplois. Ceci, sachant que le financement de l'ensemble des projets de l'Ansej en 2017 (4 406) s'est effectué à travers les remboursements des crédits, alors qu'en 2018, les projets financés par ce moyen ont constitué 74% de la totalité des micro-entreprises créées. Le remboursement des prêts accordés dans le cadre de ce dispositif a été, quant à lui, de l'ordre de 84% en 2018, a-t-il ajouté. S'agissant de la nature des activités, le ministre a fait état du «recul» des services, passant de 86% de l'ensemble des projets financés en 2011 à 20% en 2017, puis à 17% en 2018 et ce, dans le cadre de l'Ansej. En revanche, les projets se rapportant à l'agriculture, la pêche, les travaux publics et l'industrie, ont enregistré une évolution, passant de 31% en 2011 à 67% en 2017 puis à 69% en 2018. Quant au profil des bénéficiaires des crédits en question, le ministre s'est réjoui que la part des diplômés du secteur de la formation professionnelle soit passée de 2011 à 61% en 2018, alors que celle des universitaires est passée de 7% en 2011 à 36% en 2018. Abordant le volet inhérent au taux de financement, M. Zemali a affirmé que pour l'Ansej, l'ensemble des projets financés à hauteur de 5 millions de DA a représenté 83% du total des projets, dont 10% avec un montant inférieur à 1 million DA, 26% avec des montants compris entre 1 et 2 millions DA, 46% financés entre 2 et 5 millions DA et 17% financés entre 5 et 10 millions DA. K. L.

Près de 50 exposants à El Oued

Ouverture du Salon du bâtiment et des travaux publics du Sud

Pas moins de 50 exposants prennent part à la troisième édition du Salon du bâtiment et des travaux publics du Sud «Batisud-2019», ouvert samedi à la salle omnisports du quartier «Tikssebt» de la ville d'El-Oued. Cette manifestation économique et commerciale se déroule avec la participation des promoteurs et entreprises de réalisation locales et nationales versées dans le bâtiment et travaux publics, des intervenants de tous

les métiers liés au bâtiment, dont la menuiserie, l'outillage, la décoration, les espaces verts, la gestion des déchets et les énergies renouvelables. Ce Salon regroupe aussi des opérateurs représentants des compagnies étrangères en Algérie, ainsi des organismes d'assurance et de réassurance, pour vulgariser leurs prestations liées notamment aux mécanismes de soutien et de facilités accordées concernant l'entrepreneuriat et la création

des entreprises industrielles. Les stands de ce Salon exposent des modèles des matières premières, le matériel des BTP, d'électricité-bâtiment et les divers produits et potentialités des entreprises nationales, privées et publiques, notamment la disponibilité quantitative et qualitative des matières premières de construction, leur permettant de satisfaire les besoins en la matière du marché national, et éventuellement l'exportation vers l'étranger, et contri-

buer, par conséquent, à propulser la cadence du développement et la diversification de l'économie nationale hors-hydrocarbures. Ce Salon, constituant également une vitrine sur les potentialités et opportunités d'investissement offertes par le secteur des BTP et les besoins et préoccupations des investisseurs, sera mis à profit par les opérateurs économiques pour échanger les expériences, notamment en production et exportation, ont indi-

LA QUESTION DU JOUR

Le conseil appuyé de Lavrov

Suite de la page une

Un accord qui n'aura pas été vain, d'ailleurs, puisque c'est de lui que procède le gouvernement dit d'union nationale de Fayez el-Serraj, qui n'est rien d'autre que le représentant d'un des deux camps en présence, celui de Tripoli, l'autre étant celui de Tobrouk. Reste que le conseil de Lavrov se recommande pour sa sagesse. De nouvelles élections dont les résultats ne seront pas respectés pourront avoir pour effet, non pas certes de diviser les Libyens, puisqu'ils le sont déjà, mais de consacrer leur division, de la rendre irrémédiable. On ne fera pas l'injure à Salamé de supposer que tel est précisément son objectif. Mais peut-on en dire autant des Libyens eux-mêmes ? Pas si sûr. Entre perdre des élections et devoir ensuite s'effacer dans son propre fief devant le camp vainqueur, et contester la régularité des élections, il semble évident que le camp qui les aura perdues fera le deuxième choix, quel qu'il soit, celui de Tobrouk ou celui de Tripoli. Ce qui rend d'autant plus certain ce scénario, c'est que chacun des deux camps n'est pas seul face à son rival libyen, mais entouré d'alliés étrangers, qui ont parié sur lui, qui l'ont soutenu, et qui eux ne voudront sûrement pas sacrifier leurs intérêts au bénéfice de ceux des alliés étrangers du camp ayant remporté ces élections. Même dans la supposition où lui-même serait porté à privilégier par rapport aux siens propres les intérêts supérieurs de son pays, lesquels résident pour l'essentiel dans son unité et sa stabilité, ses alliés étrangers sauraient l'en détourner. Les divergences entre Libyens peuvent très bien être la conséquence de ce qu'il y a d'inconciliable dans les intérêts de leurs amis étrangers. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe en ce moment entre les Italiens et les Français pour s'en faire une idée assez précise. Leurs parts respectives du gâteau libyen ne sont pas encore tranchées entre eux, et probablement ne le seront pas, en tout cas pas de sitôt. Or il n'y a pas qu'eux, il faut aussi compter avec tous les autres, dont le Qatar, la Turquie, l'Egypte, pour ne parler que des plus visibles et des plus actifs. Cela non plus ne doit pas avoir échappé à Salamé, qui n'est pas né de la dernière pluie, qui sûrement a pris depuis un certain temps déjà la mesure de la difficulté de sa tâche en Libye. M. H.

qué les organisateurs. La 3^e édition du Salon du bâtiment et travaux publics du Sud «Batisud» (26-29 janvier) est organisée par la société des foires et salons «Souf-Foires» d'El-Oued, en coordination avec l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex). **Yanis F.**

Ghaleb Bencheikh :

«Mohammed Arkoun s'est insurgé contre l'ignorance sacrée et institutionnalisée»

Le président de la Fondation d'Islam de France, Ghaleb Bencheikh, a souligné, hier, le triptyque sur lequel reposait l'application de la pensée subversive de Mohammed Arkoun, à savoir transgresser, déplacer et dépasser.

Par Hamid Messir

Il s'est rendu compte que nous pâtissons tous d'une triple ignorance, à savoir la «sainte ignorance», ou l'igno-

Prix national scolaire «Les plumes de mon pays» Coup d'envoi de la 2^e édition ce mardi

LE MINISTÈRE de l'Éducation nationale a annoncé hier que la première phase de la deuxième édition du prix national scolaire pour l'année 2019, relatif à la lecture et l'écriture créative, se déroulera dans tous les établissements scolaires à partir de ce mardi. «Le ministère de l'Éducation nationale annonce le lancement de la deuxième édition du prix national scolaire "les plumes de mon pays-AQBIL 2019" pour l'année 2018/2019, relatif à la lecture et l'écriture créative, sous le slogan : "L'école de qualité, un espace d'inspiration d'un bon lecteur et d'un écrivain créateur"», précise le ministère dans un communiqué. Le ministère de l'Éducation fait savoir que «la première phase de cette édition se déroulera dans tous les établissements scolaires, durant l'après-midi du mardi 29 janvier 2019, et sera ouverte à la participation volontaire des trois cycles de l'enseignement, dans le domaine de l'écriture créative et dans la langue de leurs choix parmi les langues suivantes : arabe, tamazight, français, anglais». L'élève désirent participer, doit remplir une fiche de participation qui lui sera remise au niveau de son établissement, a expliqué le ministère, précisant que cinq thématiques, adaptées à son niveau scolaire, lui seront proposées dans chaque langue d'écriture et destinées à lui servir de support pour susciter son inspiration. «En raison de l'importance de cette manifestation culturelle et pédagogique, il est demandé aux chefs d'établissements scolaires d'encourager les élèves à participer massivement, pour permettre la détection des jeunes talents dans le domaine de l'écriture créative en milieu scolaire, afin de les encourager pour cultiver ce don», a souligné le communiqué. Dans le même cadre, le ministère a appelé les parents d'élèves à sensibiliser et motiver leurs enfants à participer à cette manifestation. La phase finale de la 1^{re} édition du concours scolaire national «Aqlam Biladi» (Plumes de mon pays), a enregistré la participation de 120 élèves, rappelle-t-on.

Racim C.

rance sacrée, l'ignorance institutionnalisée des institutions parfois privées ou parfois publiques financées sur le mécénat public ou privé dans lesquelles on enseigne aussi des mensonges au regard de la connaissance et de la rigueur scientifique, l'ignorance complexe «nous ne savons pas et nous ne savons pas que nous ne savons pas». Bencheikh animait la première conférence des travaux du colloque international sur l'œuvre de Mohammed Arkoun, organisé à Tizi Ouzou par l'Assemblée populaire de wilaya. Il a souligné que Mohammed Arkoun «s'est insurgé et n'a pas voulu abdiquer contre cette ignorance dans laquelle nous pataugeons. Et son témoignage, son patrimoine et son œuvre qu'il nous a légués, nous incombe de l'entretenir». Il a expliqué que la pensée subversive de Mohammed Arkoun devrait être opposée à l'extrémisme, au djihadisme et au salafisme qui rangent nos sociétés en faisant le constat qu'aujourd'hui «nous sommes saturés de religiosité et le sacré devient de plus en plus obèse, gros et asphyxiant. On ne peut plus rien faire. Il n'y a pas plus appétissant que cette dichotomie licite/illicite : tu fais telle chose, tu vas périr par le feu de l'enfer ; tu fais telle autre chose, tu vas jouir des délices du paradis». De son côté,



la fille de Mohammed Arkoun, Sylvie, fait un témoignage émouvant sur la qualité humaine de son défunt père en faisant référence au livre qu'elle a consacré sur le parcours du penseur. Elle a relevé qu'«il y a eu beaucoup témoignages de femmes qui compaient dans sa vie qui l'ont aidé à décoder ses messages». Pour lire l'œuvre arkounienne il faut s'armer de courage car sa lecture est exigeante, d'où son recours à l'aide de celles et ceux

qu'ils l'avaient côtoyé pour le comprendre, «bien qu'à mesure de la retranscription de ces récits, je voyais un homme qui se dessinait, multiple, complexe, paradoxal, l'homme caché derrière la figure de l'intellectuel». Sylvie Arkoun avoue avoir compris pourquoi son père ne l'a pas déracinée, lui qui connaissait parfaitement le déracinement. Elle a confié qu'en venant ici pour la première fois en 2011, en rassemblant tous ces témoi-

gnages, «il m'est apparu clairement que mon père, tellement attaché à ses racines et qu'il avait tant souffert de s'en être arraché tant souffert de s'en être arraché pour accéder à un autre monde, avait décidé de ne pas nous faire revivre le même déchirement». A noter que le colloque se poursuivra aujourd'hui avec de nombreux conférenciers et d'autres thématiques liées à l'œuvre de Mohammed Arkoun.

H. M.

Partis

Le FFS décide de ne pas participer à l'élection présidentielle du 18 avril

Le Front des socialistes (FFS) a décidé vendredi de ne pas participer à l'élection présidentielle prévue le 18 avril prochain. Après une évaluation de la situation politique nationale, le FFS a annoncé, dans une résolution adoptée à l'issue de la réunion de son Conseil national, qu'il «ne présentera pas de candidat et ne soutiendra aucun candidat» à la présidentielle de 2019, estimant que «les conditions d'une élection démocratique, libre, honnête et transparente ne sont pas réunies». A cet effet, le parti appelle à un «boycott actif, massif et pacifique» du scrutin. Dans le même cadre, le Conseil national du FFS a instruit les instances du parti à «poursuivre et intensifier sa campagne de mobilisation en faveur de la démocratie», assurant que le parti «continuera son combat pour la reconstruction d'un consensus national et populaire autour de l'élection d'une Assemblée nationale constituante».

Hanoune : le PT n'a pas tranché sa participation à la prochaine présidentielle

La secrétaire générale du

Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a déclaré, vendredi à Alger, que sa formation politique n'a pas encore tranché sa participation ou non à l'élection présidentielle du 18 avril prochain. Présidant l'ouverture de la session ordinaire du bureau politique du parti, M^{me} Hanoune a précisé que le comité central «a décidé de reporter la prise d'une décision définitive concernant la participation à la prochaine présidentielle», vu «les positions divergentes de ses membres» concernant cette échéance électorale. La prochaine présidentielle «n'est pas une priorité à l'heure actuelle. Il faut veiller à la sauvegarde du pays, à travers un renouvellement politique, institutionnel et constitutionnel et faire en sorte que le dernier mot revienne au peuple pour définir, dans la forme et le fond, les institutions dont il a besoin pour exercer sa pleine souveraineté», a souligné M^{me} Hanoune. A cette occasion, elle a réitéré l'appel du PT «à l'élection d'une Assemblée constituante nationale pour réaliser des réformes politiques profondes, en adaptant le texte de cette Assemblée aux derniers développements nationaux». La SG du PT a insisté sur l'impératif d'«organiser des

élections libres et transparentes qui accordent au peuple le droit de choisir celui qui dirigera le pays en toute liberté et démocratie», mettant l'accent sur «la nécessité de prendre en charge les situations socio-économique et politique du pays pour éviter une explosion populaire». Au plan international, M^{me} Hanoune a réitéré «le soutien» de son parti et «sa pleine solidarité avec toutes les voix libres de par le monde qui dénoncent la tentative de coup d'Etat au Venezuela», appelant à «tirer des leçons de cette situation pour protéger l'Algérie des dangers extérieurs qui la guettent».

Le FJDC appelle les jeunes à s'impliquer dans l'activité politique

Le président du Front des jeunes démocrates pour la citoyenneté (FJDC), Ahmed Gouraya, a appelé vendredi, à partir de Tizi-Ouzou, les jeunes à s'impliquer dans l'activité politique, les invitant à exercer leur devoir en participant aux différentes échéances électorales. S'exprimant lors d'une rencontre avec les représentants locaux de son parti, organisée à la maison

de la culture Mouloud-Mammeri, M. Gouraya a expliqué, en s'adressant aux jeunes, qu'«adhérer à des partis politiques et accomplir son devoir électoral, est une manière de concrétiser leurs aspirations et de contribuer à la construction pacifique de l'Algérie pour un changement serein et sans violence». Invitant cette même frange de la société à se mobiliser autour d'un projet citoyen pour participer la construction de leur pays, il a soutenu que la solution n'est pas dans le fait de «fuir» en «harraga» mais «consiste à rester pour y participer au changement et aussi afin de soutenir tous ceux qui, parmi les dirigeants, œuvrent à l'épanouissement de l'Algérie». Abordant l'actualité nationale, M. Gouraya, postulant à la candidature à l'élection de la présidence de la République, a estimé qu'il y a lieu de «réviser les clauses de participation à cette élection à la magistrature suprême, ouverte à tout citoyen qui le désire, en exigeant des postulants certaines conditions, notamment un haut niveau d'instruction». Il a enfin appelé que tamazight est une langue nationale et officielle faisant partie de l'identité nationale.

Younès Ch.

Pétrochimie

Plusieurs projets de partenariat en cours de négociations

■ Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a déclaré jeudi à Oran, que plusieurs projets de partenariat en perspective dans le cadre du développement de la pétrochimie «sont en cours de négociations».

Par Salem K.

S'exprimant devant la presse en marge de sa visite à Oran, le ministre a souligné que «plusieurs projets dans la pétrochimie seront lancés dans le



cadre du partenariat pour lesquels nous sommes en cours de négociations», affirmant par la même occasion, le recours de l'Algérie au choix du développement de la

pétrochimie au lieu de l'exportation de son gaz à l'état brut. Par ailleurs, Mustapha Guitouni a indiqué que l'exportation du gaz butane vers la Tunisie est en «nette

augmentation», soulignant que «l'exportation de l'électricité est aussi une réalité». L'Algérie, a-t-il dit dans ce contexte, «est en train de se préparer à l'exportation de

l'électricité», a affirmé le ministre, sans fixer de délais pour cette opération, relevant que «des discussions sont en cours avec de potentiels clients». En outre, et en réponse aux questions de journalistes, évoquant le rôle de l'Algérie dans l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Mustapha Guitouni a tenu à rappeler que «notre pays est l'un des fondateurs de cette organisation». «Notre apport à l'Opep est important et ce, notamment, grâce à l'initiative du président de la République, Abdelaziz Bouteflika en 2016. Une action marquée par un succès au profit des pays Opep lorsqu'on a connu un choc pétrolier», a-t-il affirmé, avant d'ajouter : «L'Algérie est également favorable pour que d'autres pays puissent rejoindre l'Opep».

S. K./APS

Selon le P-dg d'Aramco

La demande mondiale de pétrole continuera d'augmenter jusqu'en 2040

Le P-dg d'Aramco du géant pétrolier saoudien Saudi Aramco, Amin Nasser, a déclaré au magazine «Emerging Markets» de CNN Business, s'attendre à ce que la demande mondiale de pétrole continue d'augmenter au moins d'ici à 2040 et considère son pays comme le producteur de pétrole le mieux équipé pour continuer à satisfaire cette demande, grâce à ses coûts de production très bas. «La demande de pétrole continuera d'augmenter. Nous sommes le producteur au coût le plus bas et le dernier baril viendra de la région», a déclaré M. Nasser à CNN, en marge du Forum économique mondial de Davos. Depuis plusieurs années, M. Nasser affirme que la demande pétrolière de pointe n'est nulle part en vue, que la pétrochimie sera le moteur de la croissance de la demande de pétrole jusqu'en 2050 et que tous les discours sur le «pic de la demande pétrolière» et les «ressources inépuisables» menacent une transition énergétique ordonnée et la sécurité énergétique. L'Arabie saoudite qui vient d'annoncer que ses énormes réserves de pétrole sont légèrement supérieures aux estimations antérieures cherche à diversifier son économie en s'affranchissant de sa forte dépendance au pétrole brut, mais l'un des objectifs de son plan de diversifi-

cation Vision 2030 est d'utiliser moins de pétrole pour produire de l'électricité à l'échelle nationale afin de débloquer de nouveaux barils exportables. Les saoudiens ont les deux ingrédients clés pour continuer à pomper le pétrole jusqu'à ce que le royaume dispose d'énormes réserves et de faibles coûts de production. En outre, diverses organisations, dont l'Opep, estiment que la production de schistes argileux du premier producteur mondial actuel de pétrole les Etats-Unis atteindra un sommet à la fin des années 2020, relançant la demande de pétrole brut de l'Opep (et de son principal producteur de pétrole, l'Arabie saoudite). Plus tôt ce mois-ci, l'Arabie saoudite a annoncé qu'une estimation indépendante de ses réserves pétrolières par DeGolyer and MacNaughton (D&M) a montré que les réserves prouvées totales du Royaume étaient de 268,5 milliards de barils à la fin de 2017, contre environ 266 milliards précédemment estimé. L'étude statistique de BP sur l'énergie mondiale en 2018 a estimé les réserves pétrolières de l'Arabie saoudite à 266,2 milliards de barils à la fin de 2017, soit 15,7 % des réserves mondiales de pétrole, juste derrière les 303,2 milliards de barils du Venezuela. DeGolyer et MacNaughton ont déclaré la semaine

dernière qu'elle avait achevé la première évaluation indépendante contemporaine des réserves en Arabie saoudite, ajoutant qu'à ce stade, elle ne ferait «plus de commentaires sur ce vaste projet». «Cette certification souligne pourquoi chaque baril que nous produisons est le plus rentable au monde et pourquoi nous pensons que Saudi Aramco est l'entreprise la plus précieuse et la plus importante au monde», a déclaré le ministre saoudien de l'énergie Khalid al-Falih dans un communiqué publié par l'Agence de presse saoudienne. Le coût de production de Saudi Aramco n'est que de 4 dollars le baril, a déclaré M. al-Falih lors d'une conférence de presse tenue plus tard, selon l'agence Reuters. L'Arabie saoudite pourrait avoir besoin de prix du baril de pétrole supérieurs à 80 dollars le baril pour équilibrer son budget, car la majeure partie de ses revenus provient du pétrole. Pourtant, le Royaume a ce qui est probablement le coût le plus bas au monde pour pomper un baril de pétrole. Alors que la montée en flèche de la production américaine de schiste argileux a stimulé l'offre mondiale de pétrole que l'Arabie saoudite, l'Opep et la Russie non membre de l'Opep cherchent à drainer à nouveau avec une nouvelle série de réductions de production,

les estimations actuelles indiquent que la production de schiste argileux atteindra un sommet vers la fin des années 2020. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production américaine de pétrole de réservoirs hermétiques continuera d'augmenter jusqu'en 2025, et «par la suite, avec notre estimation actuelle des ressources récupérables, la production commencera à diminuer progressivement». Dans ses dernières perspectives pétrolières mondiales, l'Opep prévoit que l'offre hors Opep culminera à la fin des années 2020, principalement en raison du pic prévu de l'offre serrée de pétrole aux Etats-Unis. A moyen terme, jusqu'en 2023, la demande de pétrole brut de l'Opep devrait tomber à 31,6 millions de barils par jour en 2023 en raison de la croissance de l'offre hors Opep. Mais après cela, avec le pic de schistes des Etats-Unis prévu à la fin des années 2020, l'Opep prévoit que la demande de pétrole brut recommencera à augmenter, pour atteindre près de 40 millions de barils par jour en 2040. Le monde continuera d'avoir besoin de beaucoup plus de pétrole et beaucoup plus d'exportation sera nécessaire pour compenser le déclin de la production de pétrole dans les champs matures, a déclaré M. Nasser d'Aramco.

Dahmane B.

Prêt à l'Egypte

Le FMI se réunira dans les «prochaines semaines» pour l'accord d'une nouvelle tranche

Le Fonds monétaire international (FMI) va réunir son instance dirigeante dans les «prochaines semaines» en vue de l'approbation d'une nouvelle tranche de prêt accordée à l'Egypte, a annoncé vendredi sa directrice générale, Christine Lagarde. «L'équipe du FMI a

désormais finalisé les détails nécessaires pour présenter le quatrième examen du programme économique de l'Egypte au comité exécutif», a-t-elle annoncé dans un communiqué. «Le Comité se réunira dans les prochaines semaines et je recommanderai une approbation», a-t-

elle ajouté. En 2016, les autorités égyptiennes avaient obtenu un programme de soutien de 12 milliards de dollars de la part de l'institution de Washington. «Depuis, l'Egypte a fait des progrès substantiels pour parvenir à une stabilisation macro-économique», a estimé Christine

Lagarde, relevant le taux de croissance le plus élevé de la région, la baisse du déficit budgétaire ou encore une inflation qui devrait être conforme aux objectifs de la Banque centrale d'ici la fin 2019. Le taux de chômage est en outre tombé à environ 10%, «le taux le plus bas

depuis 2011» et les mesures de protection sociale ont été étendues, a-t-elle argué. Le FMI avait déjà estimé fin octobre que l'Egypte avait réalisé d'importants progrès économiques à l'issue d'une mission d'experts sur place.

Hafid G.

Bourse/NewYork

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a terminé en nette hausse vendredi, aidée par une saison de résultats d'entreprises dans l'ensemble encourageante jusqu'à présent et soulagée par un accord temporaire mettant fin au «shutdown». Selon des résultats définitifs à la clôture, l'indice vedette de Wall Street, le Dow Jones

Industrial Average, a gagné 0,75% pour terminer à 24 737,20 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, s'est apprécié de 1,29% à 7 164,86 points. L'indice élargi S&P 500 a engrangé 0,85% à 2 664,76 points. Sur la semaine, le Dow Jones et le Nasdaq ont grappillé chacun 0,1% et le S&P a cédé 0,2%. Les résul-

tats des sociétés ayant dévoilé vendredi leurs comptes trimestriels étaient mitigés.

Les Bourses européennes terminent dans le vert vendredi

La plupart des Bourses européennes ont terminé dans le vert

vendredi, dans un marché galvanisé par le ton conciliant de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi et les perspectives d'une évolution positive de la crise commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. L'Eurostoxx 50 a gagné 1,18%. La Bourse de Paris a gagné 1,11%. Francfort a fini en forte hausse, de 1,36%.

Londres a terminé en légère baisse de 0,14%. Ailleurs en Europe, Milan a terminé en hausse de 1,26%. Lisbonne a gagné 0,99%, Bruxelles a progressé de 1,12%, Madrid a clôturé en hausse de 0,38% et Amsterdam a clôturé en hausse de 0,99%. Seule la Bourse suisse a encore reculé, de 0,17%.

Dailly Y.

Londres et Paris concluent un accord

Tout pour lutter contre les traversées clandestines de la Manche

■ Le Royaume-Uni et la France ont scellé un accord de coopération visant à renforcer la lutte contre les traversées clandestines de la Manche, après de multiples tentatives de passage de migrants illégaux à bord de petites embarcations fragiles.

Par Yanis N.

En vertu de cet accord, conclu jeudi à Londres par le ministre britannique de l'Intérieur, Sajid Javid, et son homologue français, Christophe Castaner, un engagement mutuel sera pris entre les deux parties pour mener les opérations de rapatriement des migrants dans les meilleurs délais conformément au règlement de Dublin, indique un communiqué du ministère britannique de l'Intérieur rendu public sur le site du gouvernement. Dans le cadre de ce plan d'action, les deux ministres sont convenus que les migrants rencontrés dans la Manche seraient conduits au port le plus proche, conformément au droit maritime international. Cela s'appuiera sur le succès des autorités françaises pour prévenir les tentatives de départ à partir des plages et des ports français, sou-

ligne le communiqué. Dans le cadre de cet accord, le Royaume-Uni s'engage à octroyer 6 millions de livres sterling (environ 7 millions d'euros) pour l'achat de nouveaux équipements de sécurité, tels que des moyens de vidéosurveillance, des jumelles de vision nocturne et des capacités de reconnaissance de plaques minéralogiques. Le texte prévoit également un renforcement de la coopération pour démanteler les réseaux de passeurs et prévenir les départs de migrants vers l'Angleterre, via «une campagne de communication stratégique» visant à informer ces derniers des dangers de la traversée. «Il est essentiel que nous continuions à travailler étroitement avec nos partenaires français pour empêcher les migrants vulnérables de faire ces traversées périlleuses et pour s'attaquer aux passeurs qui mettent leur vie en

danger», a souligné M. Javid. «Par chance, il n'y a pas eu de morts. Mais les conditions de traversée sont épouvantables», a relevé, pour sa part, M. Castaner. Selon le «Daily Telegraph», Paris a accepté de reprendre les migrants dont les empreintes digitales ont été enregistrées dans la base de données Eurodac. Cela permet aux agents d'immigration de déterminer s'ils ont déjà fait une demande d'asile dans un pays de l'UE ou s'ils ont transité illégalement par d'autres Etats membres, explique-t-on de même source. Londres et Paris avaient déjà lancé en fin décembre 2018 la mise en place d'un plan d'action commun pour renforcer leur coopération en vue de lutter contre les traversées clandestines de la Manche. Depuis octobre, les tentatives de traversée clandestine de la Manche se sont multipliées, à bord de



Ph. > D. R.

petites embarcations, voire de bateaux volés dans les ports de pêche, et ce, malgré les dangers liés à la densité du trafic, aux forts courants et à la température glaciale de l'eau.

France

Nouvelle évacuation d'un campement de migrants dans le nord de Paris

Quelque 300 migrants ont été évacués, vendredi matin, d'un campement insalubre, en région parisienne, pour être transférés dans des centres d'hébergement en attendant l'examen de leur situation, rap-

portent des médias français. La majorité des migrants délogés de ce campement, situé à Saint-Denis, dans le nord de la capitale française, proviennent de la Corne de l'Afrique (Soudanais, Erythréens, Somaliens), préci-

sent les mêmes sources. Selon les médias, l'opération d'évacuation, qui a débuté vers 07h00 locales, s'est déroulée dans le calme avec l'aide d'associations comme «France terre d'asile». Les migrants évacués pourront

ainsi être mis «à l'abri» et voir leur situation examinée dans ces centres où ils pourront rester quelques semaines, a notamment indiqué la préfecture de région. La mairie de Saint-Denis, tout en se disant soulagée, a

regretté dans un communiqué qu'«il faille à nouveau attendre une situation critique» pour mettre à l'abri «ces êtres humains», et promis qu'elle serait «particulièrement attentive à ce que les mises à l'abri ne servent pas de prétexte pour procéder à des expulsions». Cette opération, la deuxième du genre en trois jours au nord de Paris, entre dans le cadre de l'intensification des opérations menées par les autorités pour résorber les campements où plus de 2 000 personnes vivent dans cette région de la capitale. Mardi dernier, près de 180 migrants, essentiellement des Afghans qui vivaient eux aussi dans un campement insalubre, à porte de Clignancourt (nord de Paris), avaient également été évacués d'un autre campement insalubre.

Yoï T.

Salvini attaque à son tour

«La France contribue aux départs des migrants»

Après Luigi Di Maio, c'est l'autre vice-Premier ministre italien, Matteo Salvini, qui accuse la France d'empêcher le développement en Afrique.

En Italie, la presse évoque déjà une «crise diplomatique» après les propos tenus dimanche par le vice-Premier ministre italien Luigi Di Maio concernant «l'exploitation de l'Afrique par la France». Ce mardi 22 janvier au matin, lors de l'émission télévisée «Mattino 5», le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini a relancé :

«Le problème des migrants a beaucoup de causes : par exemple, ceux qui ne vont pas en Afrique pour créer du développement, mais plutôt pour soustraire de la richesse au peuple africain. La France est parmi eux, l'Italie, non.» L'affaire est née dimanche dernier quand Luigi Di Maio a accusé la France d'appauvrir l'Afrique et, par conséquent, d'aggraver la crise migratoire.

«A partir d'aujourd'hui, ceux qui veulent débarquer en Italie, on va les emmener à Marseille. Je vais demander des sanctions contre les pays qui colonisent l'Afrique. La France imprime le franc dans les colonies pour financer une partie de sa dette :

pour laisser les Africains en Afrique, il suffirait que les Français restent chez eux», avait-il lâché sur RTL 102.5. En France, la réaction a été immédiate avec la convocation par le Quai d'Orsay de l'ambassadrice italienne Teresa Castaldo. Le Commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, a quant à lui défini les propos de Luigi Di Maio d'«insensés», tout en ajoutant

que leur contenu est «irresponsable». Et Luigi Di Maio d'insister, lundi soir : «Tout ce que j'ai dit est vrai. La France imprime une monnaie pour 14 Etats africains et, par conséquent, elle empêche le développement. Au contraire, elle contribue aux départs des migrants, qui vont ensuite mourir dans la Méditerranée ou débarquer sur nos côtes. Il est temps que l'Europe ait le courage d'aborder

le thème de la décolonisation de l'Afrique.»

La question alimente actuellement un vif débat en Italie. La presse est pour le moment divisée entre les soutiens aux deux leaders populistes et ceux qui argumentent que, contrairement aux propos de Luigi Di Maio, le franc africain (Cfa) n'est pas tout à fait responsable de la crise de certains pays africains.

Maria Elena Gottarelli

Demande d'asile

Washington impose aux migrants sud-américains d'attendre toute décision au Mexique

Le gouvernement américain impose désormais aux migrants sud-américains d'attendre au Mexique toute décision sur leur demande d'asile, une mesure destinée à décourager l'immigration clandestine à la frontière sud. Cette nouvelle politique, annoncée le 20 décembre, est lancée initialement vendredi au grand poste-frontière de Tijuana-San Ysidro, au sud de San Diego (Californie), a indiqué un responsable du ministère de la Sécurité intérieure (DHS), cité par l'AFP. Depuis un an, des dizaines de milliers de migrants en provenance d'Amérique cen-

trale ont rejoint ce poste-frontière pour demander l'asile aux Etats-Unis, et le président Donald Trump veut éviter qu'ils demeurent sur le territoire américain et échappent à la surveillance des autorités pendant que leur cas est étudié. Selon le DHS, ces migrants se fondent dans la société américaine et ne se présentent pas à leur rendez-vous avec les services d'immigration. Or, 80% des demandes d'asile de ces candidats à l'immigration – pour la plupart venus de pays pauvres et gangrenés par la violence comme le Honduras, le Guatemala et le Salvador – ne

sont pas justifiées, précise le ministère. Selon les dernières statistiques officielles, 10,7 millions d'immigrés clandestins vivent actuellement aux Etats-Unis. Vu que 800 000 demandes d'asile n'ont pas encore été examinées, il est possible que les candidats à l'immigration renvoyés au Mexique attendent des mois, voire des années, avant qu'une décision soit prise sur leur cas. Le gouvernement américain espère que cela va dissuader les migrants d'Amérique centrale d'entamer le long voyage vers la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. «Depuis trop

longtemps, notre système d'immigration est exploité par les contrebandiers, les trafiquants et ceux qui n'ont aucun droit de rester aux Etats-Unis», a indiqué dans un communiqué la ministre américaine de la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen. Selon un communiqué du DHS, le nouveau «protocole de protection des migrants» (MPP) s'appliquera à toute personne franchissant la frontière terrestre avec le Mexique sans documents d'immigration. Les enfants non accompagnés ne seront cependant pas renvoyés au Mexique.

R.M.

Libye

Accord de trêve après des combats meurtriers entre milices

■ Des milices rivales libyennes qui s'affrontent depuis mercredi dans la banlieue sud de Tripoli ont accepté un accord de cessez-le-feu, ont annoncé lundi soir des médiateurs.

Par Mondji T.

Les combats opposent des milices tripolitaines à un groupe armé venu de Tarhouna (à 60 km au sud-est de Tripoli) et appelé la «7^e brigade». Ces affrontements ont fait au moins 16 morts et 65 blessés, selon un bilan du ministère de la Santé arrêté samedi soir.

L'accord de cessez-le-feu a été conclu grâce à une médiation de dignitaires de la ville de Bani Walid, à 170 km au sud-est de Tripoli.

Lors d'une cérémonie dans la capitale, ces responsables ont précisé que les milices de la Force de protection de Tripoli et la «7^e brigade» avaient accepté les termes de l'accord, signé par des responsables des villes de Tarhouna et Tripoli.

Le texte stipule notamment l'arrêt «définitif» des combats, le retrait de la banlieue sud des forces des deux camps vers leurs villes respectives, ainsi que l'échange de prisonniers et de dépouilles de combattants tués

dans les affrontements.

Il prévoit aussi la formation de plusieurs comités pour s'assurer de l'application des termes de l'accord.

Le chef de la mission de l'ONU en Libye (Manul), Ghassan Salamé, a souhaité «le succès et l'application sincère de l'accord», en téléphonant à un chef de tribu de Bani Walid qui a mené la médiation, selon le compte Twitter de la mission.



Un accord de cessez-le-feu entre les deux camps rivaux avait déjà été conclu en septembre

sous l'égide de l'ONU, après des affrontements qui avaient fait au moins 117 morts et plus de 400

blessés, entre fin août et début septembre.

M. T./APS

Lot quotidien du détenu politique sahraoui Abdelmihdhar

Discrimination volontaire, torture psychologique et représailles systématiques

L'administration de la prison locale marocaine Tiflet 2 exerce une politique de discrimination volontaire, de torture psychologique et de représailles systématiques à l'encontre du détenu politique sahraoui, El Bachir Abdelmihdhar du groupe de Gdeim Izik, dont l'état de santé est critique, indiquent des rapports médiatiques.

La famille du détenu a fait savoir que l'état de santé de ce dernier était critique en raison de la fréquence des grèves de la faim observées et de la torture psychologique exercée par l'administration pénitentiaire à

l'encontre de Bachir Abdelmihdhar qui fait l'objet de représailles politiques systématiques pour ses positions politiques à l'égard du Sahara occidental.

Les huit requêtes adressées par le détenu politique au procureur général sont restées sans suite, ajoute-t-on de mêmes sources.

«L'administration est allée jusqu'à empêcher mon frère de poursuivre ses études de Master», selon le frère du détenu Ibrahim Abdelmihdhar.

La famille du détenu politique sahraoui condamne vigoureusement la discrimination

et la torture psychologique qu'endure le défenseur des droits de l'Homme, le journaliste Bachir Abdelmihdhar.

Les proches du détenu politique appellent toutes les organisations internationales des droits de l'Homme ainsi que les associations sahraouies des droits de l'Homme à exercer des pressions sur l'Etat marocain pour permettre à Bachir Abdelmihdhar de recouvrer ses droits élémentaires et de lui assurer les conditions appropriées pour poursuivre ses études universitaires.

R. M.

Tunisie

L'UGTT annonce la reprise des négociations sur l'augmentation des salaires

Les négociations sur l'augmentation des salaires des fonctionnaires devaient reprendre hier mardi à 15 heures, dans le cadre d'une réunion groupant le gouvernement et l'UGTT. La Centrale syndicale l'a annoncé sur sa page Facebook.

Ce nouveau round de négociations intervient alors qu'une grève générale les 20 et 21 février a été décidée samedi par la commission administrative nationale de l'UGTT.

Et à la veille de ces pourparlers, le ministre des Affaires sociales a déclaré que les deux parties «sont aujourd'hui plus

proches que jamais pour conclure l'accord» sur l'augmentation des salaires dans la Fonction publique. En marge d'une session plénière à l'ARP, Mohamed Trabelsi a précisé que les négociations achoppent sur la date de versement de cette augmentation et de son effet rétroactif.

Il n'y aura pas d'année blanche dans les lycées et collèges

«Il n'y aura pas d'année blanche dans les lycées et collèges», selon le directeur général du cycle préparatoire et de l'enseignement secondaire au ministè-

re de l'Education, Hatem Amara. Il précise que le ministère est résolu à trouver les solutions qui servent l'intérêt de l'élève et garantissent la stabilité.

Lors d'un point de presse tenu à Tunis, lundi 21 janvier 2019, le responsable a déclaré que le ministère et la Fédération générale de l'enseignement secondaire sont attachés à résoudre la crise, ajoutant que les solutions pourraient être trouvées dans les heures ou jours à venir. Selon lui, ces solutions seront à la hauteur des attentes de tout le monde, appelant la partie syndicale à accepter les propositions du ministère et à

poursuivre les négociations au sujet des autres points irrésolus.

«Il est encore possible de se rattraper si la fédération décide de renoncer à sa décision de boycotter les examens dans un délai ne dépassant pas un mois», a-t-il souligné. Hatem Amara a fait savoir que le boycott des examens au cours du premier trimestre a compromis le système éducatif et paralysé le bon déroulement des cours dans certains lycées et collèges.

Kasserine : six nouveaux cas de fièvre aphteuse détectés

Six nouveaux cas de fièvre aphteuse ont été détectés en fin de semaine dans des cheptels de moutons dans le gouvernorat de Kasserine, a indiqué Ridha Guesmi, chef du service de la production animale au Commissariat régional au développement agricole (CRDA) à Kasserine.

Ces foyers de virus de fièvre aphteuse ont été enregistrés dans les délégations de Kasserine-sud (1), Sbiba (4) et Majel Bel Abbès (1). Deux cas avaient été découverts la semaine dernière à Hassi El Ferid et Kasserine-sud.

Des mesures urgentes ont été prises pour faire face à la propagation de cette maladie. Il s'agit notamment de renforcer les campagnes de vaccination, a-t-il souligné, rappelant que des campagnes anticipatives ont été déjà lancées au profit du bétail dans la région depuis la fin de la semaine dernière.

Bénéficieront de ces campagnes, plus de 400 mille têtes ovines et 10 mille têtes bovines, a ajouté la même source.

Parmi les facteurs de l'émergence de ce virus, Guesmi a avancé comme hypothèse le phénomène de contrebande de vaches de l'Algérie où cette maladie s'est répandue récemment.

Mauritanie

Mobilisation contre l'immigration clandestine après un drame

En état de choc après le drame du naufrage d'une embarcation de fortune dans les eaux entre le Maroc et l'Espagne, avec un bilan de 53 personnes portées disparus, en majorité des Mauritanais originaires du Guidimakha (région du sud, frontalière du Mali et du Sénégal), les ressortissants de la contrée ont décidé de réagir. Ainsi, samedi en fin d'après-midi, une manifestation a eu lieu sous ce slogan : «Stop à l'immigration clandestine». Il s'agit ainsi de sensibiliser les potentiels candidats contre ce fléau et ses dangers. La manifestation s'est déroulée en marge d'un match de football du champion-

nat inter-villages de la région. Cette manifestation a débuté par une minute de silence à la mémoire des jeunes portés disparus.

Prenant la parole, Idrissa Camara, député du Rassemblement national pour la réforme et le développement (Rnrd/Tawassoul-opposition, mouvance islamiste) a invité «les jeunes Mauritanais à rester chez eux et à entreprendre des Activités génératrices de revenus (AGR) sur place, car l'image d'une Europe perçue comme un eldorado est une véritable chimère». Le député a appelé à la mobilisation de tous «pour mettre fin à ces voyages sans issue, qui engloutissent les vies

des jeunes et font perdre à nos pays des ressources humaines inestimables». Une interpellation destinée au gouvernement et à toutes les bonnes volontés. De son côté, Habou Sylla, présidente d'un Groupement d'intérêt économique (GIE) et ex-députée, a abondé dans le même sens et annoncé «une série d'actions pour mettre fin au spectacle désolant des nos fils emportés par les vagues de l'océan».

Même ton chez Diarra Camarara, coordinatrice d'une nouvelle initiative visant à combattre l'immigration clandestine.

Cheikh Sidya



Venezuela

Guaidó exhorte à la mobilisation contre Maduro, l'ONU se réunit

■ Juan Guaidó, qui s'est autoproclamé «président» par intérim du Venezuela avec le soutien des États-Unis, a appelé à la poursuite de la mobilisation contre le pouvoir de Nicolas Maduro, à quelques heures d'une réunion hier du Conseil de sécurité des Nations unies sur la crise à Caracas.

Par Rima C.

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo participera en personne à la réunion du Conseil de sécurité à New York, et appellera l'ensemble de la communauté internationale à reconnaître Juan Guaidó, a annoncé le département d'État. M. Pompeo a nommé un émissaire, Elliott Abrams, pour contribuer à «restaurer la démocratie» au Venezuela. Le ministre des Affaires étrangères de Nicolas Maduro, Jorge Arreaza, est lui aussi attendu à New York pour faire connaître «la vérité sur le Venezuela», selon M. Maduro. Les États-Unis sont le seul des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à avoir formellement reconnu Juan Guaidó comme «président» en lieu et place de Nicolas Maduro. La France et le Royaume-Uni n'ont

pas franchi ce pas, même s'ils ont exprimé leur soutien à M. Guaidó. La Russie a clairement apporté son soutien à M. Maduro, et la Chine a dénoncé les «ingérences extérieures». Alors qu'une intense activité diplomatique se déploie autour de cette crise dans le géant pétrolier d'Amérique latine, un bras de fer est engagé à Caracas entre Juan Guaidó, 35 ans, président du Parlement qui s'est proclamé «président» par intérim, et Nicolas Maduro, investi le 10 janvier pour un second mandat considéré comme illégitime par les États-Unis, l'Union européenne et la plupart des pays d'Amérique latine. M. Maduro a fait une ouverture en proposant à son rival de le rencontrer. «Je m'engage en faveur d'un dialogue national», a dit à la presse le président chaviste. «Personnellement, si je dois aller voir ce garçon (...) j'y vais». Mais

son offre a été rejetée par M. Guaidó, qui parlait devant plusieurs centaines de partisans sur une place de Chacao, dans l'est de Caracas, pour sa première apparition publique depuis son autoproclamation mercredi. «La répression, quand elle ne donne pas de résultat, se transforme en un faux dialogue», a estimé M. Guaidó, qui venait de passer les deux jours précédents dans un endroit tenu secret de la capitale. Il réagissait également à une proposition du Mexique d'accueillir les deux protagonistes de la crise pour entamer des discussions. «Si les parties le demandent, nous sommes les mieux placés pour les aider afin qu'il y ait un dialogue», a proposé le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador, dont le pays est un des rares en Amérique latine à ne pas avoir reconnu Juan Guaidó. M. Guaidó a poursuivi son offensive contre M. Maduro en appelant à une «grande mobilisation» dans la rue la semaine prochaine, après les manifestations de mercredi qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes à Caracas. «Ceux qui croient que nous nous sommes dégonflés vont être frustrés, car il y a des gens dans la rue pour un moment, jusqu'à ce que cesse l'usurpation et qu'il y ait un gouvernement de transition et des élections libres», a dit M. Guaidó. La date exacte de ce prochain rassemblement de l'opposition devrait être connue dimanche. M. Maduro n'a pas été en reste : il a appelé à «la rébellion populaire contre le coup d'État» dont il accuse Washington d'être l'instigateur. «Le peuple dans la rue !», a-t-il lancé. Par ailleurs, Juan Guaidó a pris le contrepied de Nicolas Maduro en assurant que l'ambassade des États-Unis à



PH. > D. R.

Caracas resterait ouverte. «Nous disons aux fonctionnaires de l'ambassade américaine : vous pouvez rester dans ce pays», a-t-il déclaré. M. Maduro avait donné mercredi 72 heures aux diplomates américains pour quitter le Venezuela. Les mouvements de protestation contre le régime ont fait 26 morts en quatre jours, selon l'ONG Observatorio Venezolano de Conflictividad Social. Et plus de 350 personnes ont été arrêtées cette semaine lors de ces manifestations, «dont 320 pour la seule journée du 23 janvier», a déclaré la Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet. Juan Guaidó a laissé entrevoir jeudi une porte de sortie à Nicolas Maduro en évoquant une éventuelle amnistie. Le Parlement avait déjà promis le 15 janvier une «amnistie» aux soldats qui désavoueraient le régime. Le vice-président brésilien Hamilton Mourao, dont le pays figure parmi ceux qui ont reconnu Juan Guaidó comme président par intérim, a proposé la

création d'un «corridor d'évacuation» afin d'exfiltrer Nicolas Maduro. Si Juan Guaidó a aussi été reconnu par plusieurs pays d'Amérique latine et par le Canada, Nicolas Maduro peut compter sur le soutien de l'armée, réaffirmé jeudi par son ministre de la Défense, le général Vladimir Padrino. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a accusé les États-Unis de mener une «politique destructrice» au Venezuela. «Nous voyons tous des appels ouverts à un coup d'État», a dit M. Lavrov, dénonçant un comportement «inadmissible» et contraire à la Charte de l'ONU. L'Union européenne, qui considère comme illégitime le nouveau mandat de Maduro, prépare une «déclaration commune», appelant à la convocation rapide d'élections. Faute de quoi plusieurs capitales européennes plaident pour la reconnaissance de Juan Guaidó comme «président par intérim», selon des sources diplomatiques à Bruxelles. R. C.



Points chauds

Débat

Par Fouzia Mahmoudi

Le grand débat national en France qui devait sortir la France de la crise qui la traverse, n'est au contraire que le prétexte à de nouvelles polémiques. L'une d'entre elles ayant été soulevée par Chantal Jouanno, présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP), qui a qualifié les discussions d'«opération de communication». L'ex-ministre de Nicolas Sarkozy s'était retirée début janvier de l'organisation du grand débat, en raison d'une polémique sur son salaire, et avait ensuite déclaré la fin de mission de la CNDP avec la publication le 14 janvier d'un rapport déconseillant de fixer des «lignes rouges». La plateforme internet préparée par la CNDP «était prête, sauf qu'en fait ils ont tout refait», a en effet raconté Chantal Jouanno sur LCI. «On n'avait pas prévu de faire une opération de communication, mais un grand débat, donc on avait prévu de faire une plateforme numérique totalement ouverte [...], où tout le monde pouvait échanger sur n'importe quel sujet». Selon elle, «le grand débat est faussé». «Nous n'avions pas voulu que le grand débat se résume à un questionnaire sur quatre thèmes, nous avions dit [au gouvernement] : Aujourd'hui, le grand débat se limite pour vous à la possibilité de ne débattre que de quatre thèmes et de ne répondre qu'aux questions qui sont posées par le gouvernement. Ce n'est pas ça, un grand débat», a regretté Jouanno. «Le principe d'un débat public, ce n'est pas de poser des questions aux Français, c'est les Français qui vous posent des questions, c'est eux qui s'expriment, c'est eux qui disent ce qui leur tient à cœur», a-t-elle souligné. Le grand débat actuellement mené par le gouvernement est, à ses yeux, une «consultation». «C'est un autre exercice, où vous choisissez les questions, qui sont forcément orientées. Forcément, il y a toujours des biais dans les questions que vous posez. Là, par exemple, si vous voulez parler de la question du travailleur pauvre et du pouvoir d'achat, il n'y a aucune question qui porte sur ce sujet». Emmanuel Macron a défendu ses choix plusieurs heures devant des maires à trois reprises depuis le début du grand débat, à Grand-Bourgtheroulde (Eure), Souillac (Lot) et Valence (Drôme). Après ce dernier rendez-vous, jeudi, le président s'est invité dans la commune proche de Bourg-de-Péage à un débat citoyen avec des «gilets jaunes». Toutefois, la déclaration de Jouanno conforte ceux, et ils sont nombreux, parmi les «gilets jaunes», qui estiment que le grand débat proposé par le gouvernement ne sera ni utile à leur cause, ni capable de sortir le pays de la crise. Reste à savoir toutefois si les «gilets jaunes» tiendront deux mois supplémentaires, le temps du grand débat national, et si finalement sa durée plus que son contenu donne espoir au gouvernement de voir la mobilisation des contestataires s'estomper jusqu'à ne former qu'un petit noyau d'irréductibles que l'État pourra alors, espère-t-il peut-être, facilement balayer d'un revers de main.

F. M.

États-Unis

Un accord trouvé pour mettre fin au «shutdown»

C'est peut-être le début des bonnes nouvelles aux États-Unis. Vendredi soir, Donald Trump a annoncé qu'un accord avait été trouvé, permettant de mettre fin au «shutdown», du moins temporairement. Selon les termes de cet accord, un financement temporaire des services publics fédéraux sera assuré jusqu'au 15 février prochain. «Je suis très fier d'annoncer aujourd'hui que nous sommes parvenus à un accord pour mettre fin au shutdown», a déclaré le président, avant d'annoncer qu'il signerait un texte approuvé par les démocrates et les républicains. Cela fait désormais plus d'un mois que les administrations fédérales américaines étaient paralysées en rai-

son de ce «shutdown», le plus long de toute l'histoire des États-Unis. Une paralysie qui affecte quelque 800 000 fonctionnaires américains, dont certains ont manifesté il y a quelques jours à Washington. Si le locataire de la Maison-Blanche s'est réjoui de l'accord trouvé, il a toutefois menacé d'une nouvelle paralysie budgétaire dès le 15 février si aucun consensus n'avait été trouvé à cette date sur le financement de son mur à la frontière avec le Mexique. «À l'issue de 36 jours de vifs débats et de dialogue, j'en ai vu et entendu assez du côté démocrate et républicain sur leur désir de mettre de côté la politique partisane», a déclaré Donald Trump. Renonçant à son exigence préalable de déblocage

d'un financement de son projet de mur frontalier anti-migrants clandestins, le président américain a ensuite insisté sur le fait que les négociations se poursuivaient par le biais d'un groupe d'élus des deux partis. «Nous n'avons pas d'autre choix que de construire un mur puissant ou une barrière en acier», a-t-il insisté. Plus tard dans la soirée, le Sénat américain a approuvé par consentement unanime vendredi l'accord budgétaire annoncé par Donald Trump. La Chambre des représentants doit à son tour voter sur le texte dans la foulée, qui arrivera ensuite sur le bureau de Donald Trump pour qu'il le promulgue.



Journées nationales de la danse contemporaine à Aïn Defla

Un grand nombre de danseurs et chorégraphes au rendez-vous

■ La ville de Aïn Defla porte un grand intérêt à la culture et à l'art, à travers l'organisation de plusieurs activités nationales et internationales. En effet, quelque quatre-vingts danseurs et chorégraphes, activant dans neuf troupes issues de sept wilayas, prennent part aux Journées nationales de la danse contemporaine ouvertes vendredi après-midi à la maison de la culture Emir Abdelkader.

Par Abia Selles

Quelque quatre-vingts danseurs et chorégraphes activant dans neuf troupes issues de sept wilayas prennent part aux Journées nationales de la danse contemporaine, ouvertes vendredi après-midi à la maison de la culture Emir Abdelkader de Aïn Defla, à l'initiative de l'association locale «Djil Djadid» versée dans les activités de jeunes.

«L'objectif de cette manifestation de 3 jours, placée sous le thème de l'expression corporelle et organisée en coordination de la direction de la culture de Aïn

Defla, consiste à faire ancrer aux gens le fait que contrairement à ce que d'aucuns pensent, la danse est avant tout une technique, un feeling et une expression», a précisé le responsable de l'association «Djil Djadid», Oussama Cherief.

Estimant que la chorégraphie est quelque peu «marginalisée» en Algérie, ce jeune danseur de 29 ans ayant à son actif plusieurs participations à des manifestations de chorégraphie à l'étranger, notamment en Suède, au Danemark et en Allemagne, a fait part d'un projet de création d'une organisation nationale de chorégraphie en vue de réunir tous les talents versés dans ce

domaine. Assurant que toutes les conditions ont été réunies pour le bon déroulement de ces journées nationales, le directeur de la culture de la wilaya, Hasnaoui Mahmoud, s'est dit convaincu que cette manifestation est à même de «dynamiser l'acte culturel à Aïn Defla», saluant la fougue et la hardiesse des jeunes participants.

La première journée de cette manifestation a été marquée par les spectacles donnés en début de soirée par l'association culturelle «Ahl El Fen» venue d'Alger ainsi que par la star du ballet de l'opéra, Sofiane Drissi, qui ont enflammé les planches de la maison de culture Emir



Abdelkader devant un public composé, en majorité, de

jeunes. Dès les premiers mouvements, les danseurs ont conquis l'assistance par les nombreuses figures effectuées avec des gestes vifs et saccadés renseignant sur la maîtrise des aspects se rapportant tant au plan technique que celui relevant de la synchronisation et du langage corporel.

Des ateliers consacrés aux techniques de la chorégraphie se tiendront en marge des spectacles donnés, selon les organisateurs.

A. S.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

Iwal chante les Aurès en cette fin de mois

Pour la fin du mois de janvier courant, c'est le duo algérien Iwal qui se produira à l'Opéra d'Alger le 31 janvier. Cette soirée est organisée à l'invitation de l'Opéra d'Alger qui œuvre à

chaque fois à donner la chance aux artistes de rencontrer leurs fans. Cette soirée se veut aussi une occasion pour revisiter le patrimoine musical de la région des Aurès, sachant que ce duo

est connu par ses belles prestations musicales dans ce genre. C'est aussi pour cette formation musicale des moments importants pour chanter ses origines : les Aurès, et partager avec le

public la richesse de la musique de l'est du pays. Il est à noter que l'entrée à l'événement est fixée à 500 DA. Les tickets sont d'ores et déjà disponibles au niveau de la billetterie de l'Opéra.

F. H.

Prévu du 1^{er} au 3 février prochain

La photo d'art à l'honneur à Oran

La ville d'Oran continue d'ouvrir ses espaces culturels aux différentes disciplines artistiques, offrant aux artistes le plaisir du partage et au public la découverte. Pour le mois de février prochain, c'est la photo d'art qui est à l'honneur dans cette ville. En effet, c'est dans le cadre du Festival international de la photo d'Oran qu'un grand nombre de photographes de différents pays

du monde prennent part à cette septième édition. C'est à travers une initiative d'Isoclub, club de photographie de l'association «Les nomades algériens», en partenariat étroit avec l'Institut français d'Oran, que l'événement a pu voir le jour. Réunissant 400 photographes d'Algérie et d'ailleurs, la rencontre se veut fédératrice de tout ce qui touche de près ou de loin au huitième

art. C'est aussi une occasion pour assurer l'échange culturel et artistique entre les participants. Par ailleurs, ce n'est pas sans un programme chargé que cette 7^e mouture débutera. Des ateliers de formation assurés par des professionnels, des conférences, des rencontres débats et, comme à son habitude, les incontournables expositions sont au menu des organisateurs. Il est à noter

que l'événement, sous le signe du «voyage» cette année, se déroulera exclusivement dans les locaux de l'Institut français d'Oran. Il est à noter qu'un concours de photo smartphone aura lieu en marge de cet événement. Toutes les informations à propos du programme et des activités sont disponibles sur la page Facebook des journées de la photo d'Oran.

M. K.

Centre d'études des Glycines

Des cours d'initiation au latin proposés aux Algérois

Des cours intensifs de latin seront proposés aux Algérois à partir du 24 mars prochain. Déjà au programme il y a deux ans, le Centre d'études des Glycines relance les cours de latin et ce, pour le plus grand plaisir

des férus de cette langue morte. Au programme des futurs élèves, 50 heures de cours répartis sur 5 jours de la semaine, du dimanche au jeudi. Le latin y sera enseigné à travers les textes. Côté prix, comptez 10 000

DA pour le tarif enseignants et 6 000 DA pour le tarif étudiants. Pour vous inscrire, vous pouvez écrire à l'adresse email suivante : secretariat.glycines@gmail.com ou appelez au 021 23 94 85.

Cesar 2019

L'Académie a levé le voile sur les nominations

Un mois avant la diffusion sur Canal+ de la grande cérémonie des César, l'Académie a levé le voile sur les nominations des César 2019. C'est à l'occasion d'une conférence de presse que l'Académie des César a elle aussi procédé à l'annonce des nominations pour les César 2019. «Le Grand bain», «Les Frères Sisters», «La Douleur», font partie des films les plus nommés pour cette nouvelle édition de la cérémonie de remise de prix du cinéma français. La cérémonie sera présentée par Kad Merad le 22 février sur Canal+ et c'est Kristin Scott Thomas qui en sera

présidente. Si l'on porte attention au nombre de nominations pour chaque film pour essayer de dessiner une tendance et quelques favoris, on se rend compte que deux films monopolisent l'attention de l'Académie. «Le Grand bain» de Gilles Lellouche et «Jusqu'à la garde» de Xavier Legrand ont tous deux reçu 10 nominations. Derrière, «En liberté» de Pierre Salvadori et «Les Frères Sisters» de Jacques Audiard cumulent 9 nominations. Arrivent ensuite «La Douleur» (huit nominations), «Pupille» (sept nominations) ainsi que «Guy et Mademoiselle de Joncquières» avec

six nominations chacun. Certains seront peut-être surpris de ne pas voir «Roma» dans la catégorie du meilleur film étranger. Le film d'Alfonso Cuarón a pourtant été de nombreuses fois récompensé et il est d'ailleurs nommé aux Oscars dans dix catégories dont meilleur film, meilleur réalisateur et même meilleur film étranger. La raison de cet «oubli» est simple : le long-métrage est disponible sur le catalogue de Netflix et n'a donc pas pu sortir dans les salles en France, ce qui le rend non-éligible aux nominations de l'Académie des César.

R. I.

AGEND'ART

La Coupole (Dely Brahim) 1^{er} février :

Le grand artiste d'expression amazighe Lounis Ait Menguellet anime un spectacle musical.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Chenoua, Tipasa) Jusqu'au 31 janvier à partir de 14h :

Exposition de toiles artistiques autour du patrimoine amazigh avec la participation des artistes Benbouta Sid Ali et Tadjin Abdelghani.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth) Jusqu'au 15 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Alwan 2019», avec les artistes Abderrahmane Azougli, Djahida Houader, Slimane Boucetta, Yasmina Sadoun et Abderrahmane Kahlane.

Musée Ahmed-Zabana d'Oran Jusqu'au 31 janvier :

Exposition variée sur la culture amazighe.



Ligue 1 Mobilis de football (19^e journée) La JSK accrochée par l'ASAM

LA JS KABYLIE et l'AS Ain M'ilia ont fait match nul (1-1), mi-temps (0-0), en match comptant pour la 19^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, disputé vendredi à huis clos à Tizi-Ouzou. L'ASAM a ouvert le score à la 81^e minute par Mahious, avant que la JSK n'égalise à la 83^e minute par Belaili. Les Canaris qui reviennent à un point du leader, ratent une grosse opportunité de prendre le fauteuil de leader, alors que les M'illies en mauvaise posture au classement général, récoltent un précieux point en déplacement. L'autre match de cette journée a opposé à Oran, dans un chaud derby de l'Ouest algérien, le MC Oran et l'USM

Bel-Abbès, il s'est soldé sur un score de parité (2-2). Les Oranais qui menaient par 2-1, ont été rejoints dans le temps additionnel (90+3) grâce à Masmoudi qui a également ouvert le score à la 12^e minute. Ce point fait grandement le bonheur de l'USMBA qui améliore sensiblement son classement à l'inverse des Oranais qui enregistrent leur 2^e nul consécutif à domicile, après celui concédé mardi devant la JS Saoura (1-1). La 3^e rencontre au programme de vendredi, qui devait mettre aux prises à Tadjenamet le DRBT au CRB, n'a pas eu lieu en raison du terrain enneigé, rendu impraticable.

Ligue 2 Mobilis (19^e journée)

Le NC Magra prend les commandes

LE NC MAGRA, nouveau promu, a pris provisoirement les commandes du Championnat d'Algérie de football, Ligue 2 Mobilis, en s'imposant vendredi devant l'US Biskra (3-1) pour le compte de la 19^e journée, tandis que le match des mal classés entre l'USM Blida et le RC Kouba n'a pas connu de vainqueur. A la faveur de sa victoire, obtenue grâce aux buts de Ziwach (23'), Hamiti (72') et l'incalculable Mezouani (90'+3), le NC Magra (33 points) compte deux points d'avance sur l'ASO Chlef qui reçoit l'Amel Boussaâda. Dans le haut du classement, le MC El Eulma enchaîne les contre-performances, en enregistrant une troisième défaite consécutive,

face à l'ES Mostaganem (0-2), mais conserve provisoirement la 3^e place avec 31 points. De son côté, la JSM Skikda a rebondi après la défaite de la semaine dernière face à RC Relizane (0-1), en décrochant une troisième victoire en quatre matchs, face à la coriace équipe du WA Tlemcen (2-0). Avec cette victoire, les Skikdis (25 points) se retrouvent à six points du podium. Dans le duel des mal classés, l'USM Blida et le RC Kouba se sont neutralisés (1-1). Ce nul n'arrange aucune des deux équipes qui restent scotchées dans le bas du tableau, alors que le MC Saïda vainqueur contre l'ASM Oran (1-0), s'est donné de l'air en remontant à la 12^e place avec 22 points.

Arabie saoudite

M'Bolhi restera avec Al-Ittifaq

LE GARDIEN international algérien Rais M'Bolhi a prolongé son contrat avec d'Al-Ittifaq pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en 2022, a annoncé ce vendredi le club pensionnaire de la division 1 saoudienne de football sur son compte Twitter. M'Bolhi (32 ans) avait rejoint l'actuel 8^e au classement du championnat saoudien en janvier 2018 d'abord pour un contrat de six mois, avant de prolonger son bail en mars de la même année jusqu'en 2021. Avant son arrivée en Arabie saoudite, M'Bolhi restait sur une mauvaise expérience sous les couleurs du Stade Rennais (Ligue 1 française), avec lequel

il n'avait disputé qu'un seul match en dix mois.

Il est devenu l'un des meilleurs portiers en Arabie saoudite, ce qui lui avait permis de retrouver les rangs de l'équipe nationale depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la barre technique en août 2018, lui qui n'avait jamais joué sous la conduite de l'ancien coach Rabah Madjer (octobre 2017 - juin 2018).

M'Bolhi (59 sélections) avait porté les couleurs de plusieurs clubs depuis le début de sa carrière professionnelle, sillonnant pratiquement l'ensemble des continents.

Ligue 1 Mobilis Les clubs disputant la compétition africaine «arrangés»

■ La Ligue de football professionnel (LFP) a procédé à un réaménagement du calendrier national de la Ligue 1 pour permettre aux clubs représentant l'Algérie dans les différentes compétitions continentales d'évoluer dans les meilleures conditions.



Le NAHD et le CSC auront un calendrier infernal

Par Mahfoud M.

Ces clubs ont été «arrangés», étant donné que certains d'entre eux feront face à un calendrier infernal, surtout pour les formations engagées sur trois fronts que sont la compétition africaine, la Coupe et le championnat d'Algérie comme cela est le cas du CSC et du NAHD. Ainsi, les dates des matches des 20^e, 21^e et 22^e journées du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévues en février prochain, sont désormais établies avec quelques réajustements. La 20^e journée s'étalera du 4 au 7 février alors que la 21^e se déroulera les 8 et 9 février sauf les matchs

NAHD - MOB et CABBA-JSS, programmés le 1^{er} avril 2019. Quant à la 22^e journée de Ligue 1, elle se déroulera les 12 et 13 février sauf USMBA-NAHD (20 mars) MCA-MCO (23 février) et JSS-DRBT le 25 février. D'autre part, la 20^e journée de Ligue 2 Mobilis aura lieu les 1^{er} et 2 février, la 21^e se jouera les 8 et 9 février prochain tandis que la 22^e est prévue les 14 et 15 février. La LFP a également modifié certaines dates des matches concernant les clubs engagés en coupe d'Afrique des clubs (Ligue des champions). Suite à l'exclusion du club égyptien El Ismaïlia de la Ligue des champions de la CAF et après l'annu-

lation des rencontres avec le CSC, la confrontation entre le club Constantinople et JS Saoura, programmée initialement le 1^{er} mars a été fixée au 16 février. Quant au match de la 24^e journée opposant l'USM Bel Abbès-JS Saoura a été avancé au 20 février. Cela est de bon augure pour ces clubs engagés dans les compétitions africaines, qui sauront comment se comporter, même s'ils devront quand même faire tourner leurs effectifs pour ne pas être dans de sales draps et encaisser une fatigue pour les prochaines journées de la Ligue 1 Mobilis.

M. M.

OGC Nice Vieira encense Atal

L'entraîneur de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football), Patrick Vieira, n'a pas tari d'éloges sur le défenseur international algérien Youcef Atal, véritable révélation de la formation azurée lors de la première

partie de la saison. «Youcef, c'est le genre de joueurs que tous les entraîneurs aimeraient avoir dans leur effectif. Il aime être sur le terrain en plus d'être toujours à l'écoute et réceptif. Je le découvre encore de jour en

jour. Bien sûr, pas mal d'aspects de son jeu ont besoin d'être développés. Il doit varier un peu plus son jeu notamment. Mais il travaille beaucoup, et il est irréprochable au niveau de l'attitude», a affirmé Vieira vendredi en conférence de presse, à la veille de la réception de Nîmes Olympique, dans le cadre de la 22^e journée de la Ligue 1. Atal (22 ans / 1 but) s'est engagé avec l'OGC Nice l'été dernier pour un contrat de cinq ans, en provenance de Courtrai (Belgique) avec lequel il avait évolué à titre de prêt pour une saison en provenance du Paradou AC (Ligue 1 algérienne) «Je prends beaucoup de plaisir à travailler avec lui, c'est un joueur d'avenir», a ajouté l'ancien international français. Au terme de la 21^e journée, l'OGC Nice pointe à la 8^e place au classement du championnat avec 31 points, à cinq longueurs de retard des places européennes.

Lutte/Championnat d'Algérie (seniors) Les internationaux haut la main

Les athlètes de la sélection algérienne de Lutte ont dominé les épreuves de la première journée du championnat d'Algérie de lutte seniors (messieurs et dames), organisées vendredi à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). En lutte gréco-romaine, les internationaux du Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires (CREPESM) de Ben Aknoun ont survolé les finales de cette première journée avec un total de quatre médailles d'or. «Je pense que c'est très logique pour nous en tant qu'athlètes de la sélection algérienne de participer aux épreuves du championnat national pour confirmer notre statut au sein de l'élite natio-

nale, mais également pour donner l'exemple aux lutteurs qui montent. Les athlètes du CREPESM sont connus dans la lutte gréco-romaine, mais cette fois-ci ils se sont distingués en lutte libre», a déclaré à l'APS, Tarek Aziz Benaïssa, champion d'Afrique et 5^e au classement mondial. En lutte libre, le dernier mot est revenu également aux athlètes du CREPESM qui ont rafli quatre médailles d'or, notamment Boudina Mohamed (97 kg), Kherbach Abdelhak (57 kg), Laïssaoui Omar (65 kg). Chez les dames, les cinq médailles d'or sont l'œuvre de Doudou Ibtisssem (50 kg/Abtal Séfif), Chaïma Lamia 55 kg (Equipe nationale), Akliouche Lamia 59 kg (Bouira), Hammiche Amel 65 kg (Adekar/Béjaia) et

Boukri Houria 72 kg (Abtal Mohammadia). «Nous avons mis tous les moyens humains et financiers pour la réussite de cette première journée qui a vu une participation record chez les messieurs et dames. Nous sommes très contents par rapport à la participation des athlètes de la catégorie des juniors qui ont récolté pas mal de médailles. C'est une organisation parfaite sur tous les plans, en attendant le déroulement de la 2^e journée que j'espère sera beaucoup plus intéressante sur le volet technique», a indiqué le président de la Fédération algérienne des luttés associées (FALA), Rabah Chebah.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Office de gestion et d'exploitation culturelle (ARPC)

Fayçal Ouaret nommé directeur

FAYÇAL Ouaret qui occupait auparavant le poste de directeur de l'Agence de réalisation des projets culturels (ARPC), a été désigné à la tête de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGECB), en remplacement de Abdelwahab Zekar, a-t-on

appris, samedi, auprès du ministre de la Culture. Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a également désigné Abdelwahab Zekar au poste de directeur de l'École nationale de conservation et de restauration des biens culturels, précise-t-on de même source. R.C.

Asphyxie au monoxyde de carbone

2 morts au cours des dernières 24 heures

DEUX personnes ont perdu la vie, intoxiquées par des fuites de monoxyde de carbone, émanant d'un chauffage dans la wilaya de Béjaïa au cours des dernières 24 heures, alors que 66 autres ont été secourues dans d'autres wilayas du pays, selon un bilan établi samedi par la Protection civile. Ce décompte porte à 46 le nombre de personnes asphyxiées par ce gaz toxique depuis le début du mois en cours, alors que 444 autres ont été secourues. Durant la même période et concernant les interventions des unités de la

Protection civile, suite aux intempéries qui ont touché plusieurs wilayas du pays, la même source signale que pas moins de cent personnes, cernées par les eaux pluviales ont été secourues, dans les wilayas de Annaba, Béjaïa et Khenchela. Par ailleurs, et toujours suite aux dernières précipitations et chutes de neige, les services de la Protection civile indiquent que 33 routes demeurent encore difficiles d'accès ou coupées à la circulation, à travers plusieurs wilayas du pays.

M. L.

Compositeur français aux trois Oscars

Mort de Michel Legrand

LE COMPOSITEUR Michel Legrand, trois fois oscarisé et célèbre créateur des thèmes des films «Les Parapluies de Cherbourg» et «Les Demoiselles de Rochefort», est décédé dans la nuit à Paris à l'âge de 86 ans, alors qu'il s'apprêtait à retrouver la scène. «Il s'est éteint chez lui à 03h00 du matin aux côtés de son épouse la comédienne Macha Méril», a indiqué son attaché de presse à l'AFP. Au cours d'une carrière de plus de 50 ans qui lui a valu une renommée mondiale, ce musicien touche-à-tout a travaillé avec les plus grands de Ray Charles à Orson Welles, en passant par Jean Cocteau, Frank Sinatra, Charles Trenet et Edith Piaf. «Comme certains dieux hindous, Michel est un être multiforme. On a l'impression qu'aucune discipline musicale ne lui résiste», écrivait le compositeur Stéphane Lerouge en avant-propos de l'autobiographie de Michel Legrand parue en 2013. «Le jour où l'on fera le point sur son apport à la musique, on découvrirait un créateur que la France a peut-être sous-estimé», ajoutait-il. D'abord accompagnateur et arrangeur pour des chanteurs, Michel Legrand avait commencé à composer des musiques de films dans les années 60 avec l'émergence de la Nouvelle vague, travaillant pour Agnès Varda, Jean-Luc Godard, et surtout son complice préféré Jacques Demy. Outre les musiques des «Parapluies de Cherbourg» et de «Demoiselles de Rochefort», qui ont lancé la comédie musicale à la française,

on lui doit aussi celle de «Peau d'âne». Michel Legrand s'était d'ailleurs remis à sa table de travail afin de créer des musiques supplémentaires pour une version scénique de «Peau d'âne», à l'affiche depuis novembre au théâtre Marigny à Paris. Le spectacle est encore l'affiche jusqu'à la mi-février. Le compositeur devait aussi donner deux concerts au Grand Rex, à Paris, en avril, en compagnie de ses «amis» l'accordéoniste Richard Galliano, la soprano Natalie Dessay, le compositeur Michel Portal et le guitariste Sylvain Luc «Pour moi, il est immortel, de par sa musique et sa personnalité», a réagi auprès de l'AFP le compositeur et chef d'orchestre français Vladimir Cosma. «C'était une personnalité tellement optimiste, avec une sorte de naïveté dans l'optimisme, il voyait tout en rose!» En pleine gloire, il avait décidé de s'installer aux États-Unis en 1966. «C'est un vrai risque de quitter la France, en débarquant à Hollywood sans véritable engagement», écrivait-il dans son autobiographie, qualifiant ce pas de «partie de roulette russe». C'est Henry Mancini, grand compositeur pour le cinéma, qui lui ouvre les portes d'Hollywood et lui donne l'opportunité d'écrire la musique de «L'affaire Thomas Crown». Un pari gagnant: Michel Legrand avait obtenu trois Oscars, pour la chanson «Les moulins de mon cœur», tirée de la musique de «L'affaire Thomas Crown» en 1969, puis pour «Un été 42» (1972) et «Yentl» (1984).

politique d'asile l'Europe durcit le texte



Skikda

Découverte par les Commandos Marine de plus de trois quintaux de cocaïne

■ Une quantité de plus de 3 quintaux de cocaïne, enfouie dans 11 sacs à dos, a été découverte vendredi à Skikda, lors d'une patrouille d'un détachement de Commandos Marine, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«D

ans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et suite à une patrouille près de la zone industrielle de Skikda, un détachement Commandos Marine, relevant de la Façade maritime Est (5^e Région militaire), a découvert

dans la soirée de vendredi 25 janvier 2019, une énorme quantité de cocaïne estimée à trois quintaux et sept cent douze grammes enfouie dans des sacs à dos», précise la même source. «Cette nouvelle opération qualitative, après la précédente opération effectuée par les garde-côtes relevant de la Façade maritime Ouest à Oran et qui avait

permis la saisie de plus de sept quintaux de cocaïne, confirme encore une fois de la haute vigilance des éléments de l'Armée nationale populaire et leur détermination à déjouer toutes tentatives d'inonder notre pays par ces substances toxiques», conclut le communiqué.

S.O./APS

Ligue 1/ MC Alger

Chérif El-Ouezzani suspendu provisoirement pour dopage

L

Le milieu de terrain défensif du LMC Alger (Ligue 1 algérienne de football) Hichem Chérif-El Ouezzani, contrôlé positif lors du match contre le CR Belouizdad (1-1), disputé le 17 janvier 2019, dans le cadre de la 18^e journée du championnat, est suspendu provisoirement avant son audition, a annoncé ce samedi la Ligue de football professionnel (LFP). «La commission de discipline de la LFP a prononcé une suspension provisoire du joueur du MC Alger Hichem Chérif El-Ouezzani à compter du 26 janvier jusqu'à son audition lors la séance du mercredi 30 janvier 2019 à 13h00», indique la LFP dans un communiqué. Il s'agit du deuxième cas avéré de dopage depuis le début de la saison, après celui du gardien de but de l'US Biskra (Ligue 2) suspendu le 10 décembre dernier pour six mois dont trois mois avec sursis. «Suite à l'examen des pièces versées au dossier, et aux rapports de laboratoire antidopage de

Lausanne (Suisse) accrédité par l'agence mondiale antidopage AMA et au rapport de la commission médicale fédérale de la FAF, sous-commission antidopage : présence d'une substance interdite, de ses métabolites (Benzoylécgonine et Methylecgonine) dans l'échantillon (A) du joueur sous N.4219

459 collecté lors du match entre MCA-CRB de la 18^e journée du championnat Ligue 1, conformément au règlement antidopage de la FIFA notamment les articles 06 et 34, articles 109 et 110 du code disciplinaire de la FAF», précise la LFP.

R.S.

Boumerdès

Un mort et deux blessés dans un accident de la route à Corso

UNE PERSONNE est décédée et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu dans la nuit de vendredi à samedi à Corso, à l'Est de Boumerdès, a-t-on appris des services de la Protection civile de wilaya. L'accident est survenu aux environs de 21h30 la nuit dernière, lors du dérapage d'un véhicule touristique au niveau de l'évite-

ment reliant la cité Berrahmoune de la commune de Corso (à l'Ouest) à la RN5, a-t-on ajouté de même source. Les trois victimes de cet accident, qui se trouvaient toutes à bord du véhicule, ont été transportées au service des urgences de la ville de Boumerdès, où les deux blessés ont été pris en charge.

L.O.